

Sleiman : Il faut accepter les résultats des élections

Le président Michel Sleiman a appelé « les instances officielles et politiques à accepter les résultats des élections (municipales), quels qu'ils soient ». Il a par ailleurs souligné que les propos faisant état d'ingérences ou de corruption lors des opérations électorales devraient être considérés comme une notification au parquet.

Le bilan de l'opération électorale de dimanche dernier a également été discuté au cours du Conseil des ministres qui s'est tenu hier soir au palais de Baabda. D'autres sujets à caractère administratif ont également été examinés au cours de la réunion, notamment l'affaire de la démission du président de l'Autorité de régulation des télécoms, Kamal Chéhadé.

Une vive discussion a opposé à ce sujet le ministre des Télécommunications, Charbel Nahas – qui a considéré que cette démission est devenue effective – aux ministres du Courant du futur, qui ont souligné qu'il revenait au Conseil des ministres d'accepter ou de rejeter la démission. Le président Sleiman a réclamé que la décision soit ajournée de deux semaines, le temps de prendre connaissance du point de vue de M. Chéhadé.

Autre sujet épineux discuté au cours de la séance : la récente visite au poste-frontière de Masnaa d'une délégation de responsables sécuritaires américains. Les ministres de la Défense, de l'Intérieur et des Finances ont précisé que cette visite s'était faite en coordination avec le com-

mandement de l'armée et les services de sécurité relevant de l'Intérieur. La ministre des Finances a indiqué que la délégation US a visité un poste douanier dans le cadre d'un accord visant à fournir des équipements aux douanes. Les membres du gouvernement ont abouti à la conclusion que le tapage médiatique orchestré autour de cette affaire avait été exagéré.

Le Conseil des ministres a d'autre part condamné le quadruple meurtre de Ketermaya ainsi que le lynchage du meurtrier par les habitants de la localité. Notons enfin que le président Sleiman a souligné la nécessité d'accélérer l'examen du projet de budget 2010. Le gouvernement entamera la semaine prochaine l'étude de ce dossier.